

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative
Place du général Bonet - CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VISSERIAS ASSAINISSEMENT

Le Bourg
61200 Écouché-Les-Vallées

Références : 61 / 2025 - 0011
Code AIOT : 0005302802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement VISSERIAS ASSAINISSEMENT implanté Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-Les-Vallées. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2023, des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 14 mars 2024, et des 2 du 17 septembre 2024, ainsi que de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 17 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VISSERIAS ASSAINISSEMENT
- Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-Les-Vallées

- Code AIOT : 0005302802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plate-forme d'Ecouché les Vallées est utilisée pour le transit et le regroupement de déchets collectés par la société Visserias Assainissement, et les autres sociétés gérées par le groupe AEOS : LJME, Jan, Ecodis, Sanor, Gaurit, JBA et Lecorps services.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14 août 2000, complété à plusieurs reprises.

Trois types de déchets sont réceptionnés sur le site d'Ecouché les Vallées :

- déchets non dangereux d'assainissement, correspondant aux matières de vidange des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- déchets dangereux d'assainissement, correspondant aux matières pompées dans les séparateurs d'hydrocarbures, les bassins industriels, etc. ;
- déchets industriels dangereux.

La société est déclarée auprès de la préfecture de la Mayenne pour les activités de transport de déchets dangereux et non dangereux. Elle dispose également d'un arrêté préfectoral d'agrément du 22 mars 2022 pour ses activités de collecte de matières de vidange d'installations d'assainissement non collectif.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué être en cours de recrutement d'un agent administratif qui sera basé sur le site d'Ecouché les Vallées, à compter de septembre 2025.

Une réserve incendie de 120 m3 avec son poteau d'aspiration ont été installés à l'entrée du site. Le procès-verbal de réception de l'installateur est à transmettre aux services du SDIS à Alençon : ggr61@sdis61.fr.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Traçabilité	AP de Mise en Demeure du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des déchets	14/03/2024, article 14		
5	Epandage	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 15	Amende	2 mois
6	Conditions d'épandage	AP Complémentaire du 25/04/2023, article 5.1.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Conditions d'épandage	AP Complémentaire du 25/04/2018, article 5.1.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Registre des déchets entrants	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 3	Demande d'action corrective	15 jours
10	Registre des déchets transportés	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 3	Sans objet
8	Déchets autorisés	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 2	Sans objet
11	Pesée des déchets	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 5	Sans objet
12	TrackDéchets	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection une amélioration des conditions d'exploitation de la plate-forme par rapport à la situation constatée en décembre 2023. Il a notamment été constaté la mise en place d'une réserve incendie, la mise en place de 4 piézomètres et la réalisation des premières mesures de surveillance des eaux souterraines, la réalisation des sondages de sol au droit de la zone ayant fait l'objet de dépôts non autorisés, le contrôle d'étanchéité d'une partie des ouvrages de stockage de déchets et le renforcement partiel d'étanchéité de ces ouvrages et la transmission des derniers bilans d'épandage.

Il a ainsi été constaté le respect des prescriptions suivantes :

- article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024 (étanchéité des fosses de déchets A4, A5 et A6) ;

- article 2 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024 (reprise des boues déposées chez l'agriculteur voisin) ;
- article 5 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024 (pesée des déchets collectés) ;
- article 6 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024 (régularisation dans Trackdéchets d'une collecte effectuée le 28 mai 2024).

Néanmoins, les prescriptions suivantes ne sont pas respectées à ce stade :

- article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024 (remise en état de la parcelle A313) : un plan de gestion des pollutions mises en évidence est attendu ;
- article 14 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024 (rupture de traçabilité des déchets) ;
- article 15 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024 (bilan d'épandage des boues) ;
- article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-24-20070 du 17 septembre 2024 (contrôle d'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets) ;
- article 3 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024 (registre des déchets entrants sur la plate-forme) ;
- article 4 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024 (registre des déchets transportés).

Un arrêté préfectoral du 17 septembre 2024 a également prescrit une astreinte administrative en raison du non-respect constaté des articles 3 (étanchéité des ouvrages), 14 (rupture de traçabilité) et 15 (bilan d'épandage) de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2024, avec un délai de carence de 2 mois. **Les arrêtés préfectoraux de mise en demeure et d'astreinte du 17 septembre 2024 ont été notifiés le 22 novembre 2024.**

En raison de l'absence de transmission des bilans d'épandage pour les années 2020 et 2021 et du caractère notoirement insuffisant du bilan de 2022, il est considéré que l'exploitant a partiellement répondu aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024. L'inspection des installations classées prend acte du fait que l'exploitant n'est pas en capacité de transmettre l'ensemble des bilans attendus. Les bilans disponibles ayant été transmis dans le délai de carence fixé par l'arrêté d'astreinte administrative, **l'inspection propose qu'aucune suite ne soit donnée à cette astreinte administrative. Il est toutefois proposé une amende administrative.**

Pour les autres points, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. Des actions correctives sont attendues dans des délais courts en ce qui concerne les trois derniers articles figurant dans la liste des prescriptions non levées ci-dessus.

Par ailleurs, il a été constaté le non-respect de prescriptions applicables en ce qui concerne le contrôle de l'étanchéité des fosses de stockage des boues avant épandage et du bac à graisse, ainsi qu'en ce qui concerne la caractérisation des déchets avant épandage et les volumes épandus en 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état de la parcelle A313
Prescription contrôlée :
Au titre du premier alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement, la société VISSERIAS

ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, s'agissant des déversements de déchets au droit de la parcelle A n°313 :

- sous un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, de cesser tout dépôt de déchets sur la parcelle A n°313 ;

- sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, d'évacuer la totalité des déchets déversés sur la parcelle vers des filières autorisées ;

- sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, procéder à un diagnostic de pollution des sols par un bureau d'études dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le diagnostic de pollution des eaux souterraines est réalisé dans le cadre de la surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2024 ;

- sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, remettre les terrains en état, le cas échéant, après mise en œuvre d'un plan de gestion et de travaux de réhabilitation conformément à la doctrine nationale en matière de sols pollués.

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des différentes étapes et transmet les justificatifs et rapports associés.

Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté l'absence de déchets sur la parcelle A n°313. L'exploitant a transmis, par courriel du 4 octobre 2024, une photographie de déchets entreposés dans une benne en indiquant qu'il s'agit des déchets collectés sur la parcelle A n°313. Les déchets, encore présents dans la benne sur le site, doivent être évacués dans une filière adaptée.

Par courrier du 18 juin 2024, l'exploitant a transmis un diagnostic de pollution des sols (rapport Néodyme n°R24039.a Version juin 2024), qui complète celui réalisé en 2017 dans le cadre du réexamen IED. Les résultats mettent en évidence des pollutions superficielles en métaux (chrome, nickel), et dans une moindre mesure en hydrocarbures (HCT et HAP) et en PCB, principalement dans la partie ouest du site correspondant à la parcelle A n°313. Le bureau d'études préconise, dans ces conditions et à ce stade, de réaliser des investigations complémentaires afin de déterminer l'étendue tant verticale qu'horizontale et d'évaluer le niveau de risque pour les populations hors site, au droit de la zone impactée en ETM et en hydrocarbure, ainsi que la réalisation d'une mission INFOS permettant de connaître le contexte actuel et historique du site d'étude.

En complément, l'exploitant a transmis un diagnostic de pollution des sols complémentaire, réalisé lors de la mise en place de quatre piézomètres sur le site (rapport NEODYME référencé R-SOB-2410-01a, version octobre 2024). La présence effective des piézomètres a été constatée lors de la visite. Les sondages de sol réalisés dans la partie ouest du site n'ont pas confirmé la pollution en chrome et nickel, ce qui signifie que la zone polluée était localisée aussi bien horizontalement que verticalement au droit des sondages S3 et S1 en surface (dans le premier mètre). Les eaux souterraines, qui sont situées à 6 m de profondeur, présentent en revanche un marquage en nickel sur les deux piézomètres situés à l'ouest du site, laissant supposer un transfert de la pollution des sols vers les eaux souterraines, et en cuivre et plomb sur le piézomètre situé au

<p>nord-est qui est en amont hydraulique.</p> <p>Au regard des activités et dépôts de déchets exercés sur la parcelle A n°313, il semble probable que la pollution métallique constatée provienne des activités du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des résultats du diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines, l'exploitant doit proposer un plan de gestion des pollutions mises en évidence au droit de la parcelle A n°313. Le délai de 6 mois fixé par l'arrêté de mise en demeure pour remise le terrain en état est échu. Toutefois, il n'est pas proposé de sanction à ce stade en raison du caractère itératif de la démarche. Un plan de gestion est toutefois attendu dans un délai de deux mois.</p> <p>Le rapport NEODYME référencé R-SOB-2410-01a, version octobre 2024, présente une erreur dans les résultats concernant la présence de sélénium au niveau du sondage F1 : la valeur de 80 mg/kg MS en lixiviation correspond en fait au résultat en sulfates selon le rapport d'analyses présenté en annexe. L'exploitant devra demander au bureau d'études de reprendre son rapport en conséquence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des ouvrages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p><i>« Article 9.2.3.6 - Étanchéité des fosses, cuves et cases de stockage</i> <i>L'exploitant procède, au minimum une fois par trimestre, à un contrôle visuel des cuves aériennes afin de détecter toute usure ou toute fuite. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.</i> <i>En outre, les 4 cuves aériennes font l'objet d'une épreuve hydraulique décennale avec une surpression de 50 % ou au moins 0,3 bar.</i> <i>L'étanchéité des fosses et cases est vérifiée au moins une fois par an, après vidange totale. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection »</i></p> <p>Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation d'un test apportant la preuve de l'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 après travaux d'étanchéité.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de l'inspection du 31 mai 2024, il a été constaté le non-respect des dispositions de l'article 9.2.3.6 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000, modifié notamment le 25 avril 2018. L'arrêté préfectoral n°1122-24-20071 du 17 septembre 2024 prescrit une astreinte administrative de 1000 €/j, à compter d'un délai de carence de 2 mois, en cas de non-respect des dispositions précitées. L'arrêté a été notifié le 22 novembre 2024.

Par courriel du 4 octobre 2024, l'exploitant a transmis :

- une procédure de contrôle de l'étanchéité des fosses et stockages, qui définit la périodicité de contrôle ;
- les comptes-rendus de contrôle visuel de la fosse A7 (11/09/2024), des fosses A4 (11/09/2024), A5 (30/09/2024) et A6 (11/09/2024), des lits de séchage A6 (25/09/2024), A4 (25/09/2024) et A5 (25/09/2024), réalisé en interne : l'exploitant conclut à l'absence de désordre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est considéré que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024. L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. **L'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité des ouvrages maçonnés

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20070 du 17 septembre 2024

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de mesures d'urgence, prescrites à l'article 16-2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 :

« Article 16-2 : Étanchéité des ouvrages de stockage de déchets

S'agissant de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets :

- *les fosses de stockage de déchets A4, A5 et A6 doivent être vidées dans un délai de 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté, afin de réaliser les travaux d'étanchéité nécessaires ;*
- *à l'issue de ces travaux, l'exploitant doit procéder à un test d'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 ;*
- *l'exploitant doit justifier, sous un délai de 1 mois, de l'étanchéité des autres ouvrages de stockage présents sur le site.*

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions engagées, et apporte les éléments de justification associés »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour transmettre les justificatifs d'étanchéité des fosses maçonnées de stockages autres que les fosses A4, A5 et A6.

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de l'étanchéité des quatre cuves métalliques C1 à C4 réalisé par un organisme extérieur (rapport APAVE 134300641-001-1 du 10 juillet 2024), qui conclut à l'absence de fuite.</p> <p>Par courriel du 4 octobre 2024, l'exploitant a transmis les comptes-rendus de contrôle visuel de la fosse A7 (11/09/2024), des fosses A4 (11/09/2024), A5 (30/09/2024) et A6 (11/09/2024), des lits de séchage A6 (25/09/2024), A4 (25/09/2024) et A5 (25/09/2024), réalisé en interne : l'exploitant conclut à l'absence de désordre.</p> <p>L'examen de ces documents et les constats opérés sur site appellent les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étanchéité de la fosse à graisse et des deux fosses de stockage de boues B1 et B2 n'a pas été vérifiée : l'exploitant s'est engagé à réaliser ces contrôles lors de la prochaine vidange des fosses et cuves, soit à l'issue de la prochaine campagne d'épandage au printemps 2025 ; • préalablement aux contrôles visuels, l'exploitant a fait procéder à la pose d'un revêtement étanche sur tout ou partie des ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"> 1- Fosses de réception 4 à 6 : les parois verticales ainsi que les jonctions de rupture de pente en parties basses ont été traitées, y compris au niveau de la fosse de décantation, mais le fond des ouvrages n'a pas été traité. L'exploitant indique étudier la mise en place de nouveaux outils de raclage afin d'éviter de détériorer le revêtement lors des opérations de vidage des fosses ; 2- Fosse A7 (eaux hydrocarburées) : les parois verticales ont été traitées, mais pas le fond ; 3- Lits de séchage A4 à A6 : les parois verticales et horizontales ont été traitées. <p>L'exploitant s'est engagé à compléter les revêtements en parties basses des ouvrages, qui sont les parties en charge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au contrôle d'étanchéité des trois ouvrages suivants, pour lesquels l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un contrôle depuis décembre 2023 : bac à graisse et fosses de stockages des boues B1 et B2 dans les meilleurs délais à l'issue de la prochaine campagne d'épandage. Cette situation constitue un non-respect des dispositions de l'article 9.2.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2000 complété le 14 mars 2024.</p> <p>Il n'est toutefois pas proposé de sanction administrative à ce stade, l'exploitant s'étant engagé à réaliser ces contrôles à l'issue de la prochaine campagne d'épandage. La date prévisionnelle pour ces contrôles doit être rapidement transmise à l'inspection des installations classées et les résultats de ces contrôles seront également communiqués.</p> <p>L'exploitant doit enfin justifier de la réalisation du renforcement d'étanchéité des fosses de réception 4 à 6 et de la fosse A7.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rupture de traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 9.12.3 - Traçabilité des déchets

Conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement, les registres d'entrée et de sortie ou le renseignement au registre national des déchets mentionnés aux articles 9.1.2.1 et 9.1.2.2 du présent arrêté assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

Le site est exonéré de cette obligation de traçabilité pour les déchets ayant subi une séparation de phase après regroupement ou un regroupement en cuve, ne permettant plus de relier déchets entrants et déchets sortants, compris dans la liste figurant en annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant devient le producteur subséquent des déchets concernés. Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé annuellement et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les déchets soumis à bordereau de suivi défini à l'article R.541-43-5 du code de l'environnement, lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure. Pour les déchets exonérés de traçabilité, le type de traitement prévu doit toutefois être indiqué dans le bordereau initial. »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

Constats :

Lors de l'inspection du 31 mai 2024, il a de nouveau été constaté le non-respect des dispositions de l'article 9.12.3 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000, modifié le 25 avril 2023. L'arrêté préfectoral n°1122-24-20071 du 17 septembre 2024 prescrit une astreinte administrative de 1000 €/j, à compter d'un délai de carence de 2 mois, en cas de non-respect des dispositions précitées. L'arrêté a été notifié le 22 novembre 2024.

Lors de la préparation de cette inspection, l'exploitation du registre Trackdéchets a permis de constater que, depuis le 17 septembre 2024 et jusqu'au jour de l'inspection, l'exploitant met en œuvre la rupture de traçabilité pour les déchets suivants, pour lesquels la rupture n'est pas autorisée :

- 130802* : 50,6 t, dont 1,5 t réceptionnées le 25 novembre 2024 (BSD n°20241125-MWSJ0FMFD)
- 130899* : 4,12 t
- 080119* : 69,3 t
- 160303* : 3,15 t

En séance, l'exploitant indique ne pas avoir connaissance de cette situation. Après vérification, il a été confirmé que le BSD n°20241125-MWSJ0FMFD concernait des huiles et qu'il n'était pas possible de corriger les données dans l'application Trackdéchets). L'exploitant s'est également engagé à sensibiliser ses agents administratifs afin d'éviter toute nouvelle rupture de traçabilité non autorisée et à corriger les données dans Trackdéchets dans la mesure du possible.

Une extraction a de nouveau été réalisée le 21 janvier 2025, dans le cadre de la rédaction de ce rapport. Elle permet de constater, de nouveau, la mise en œuvre de la rupture de traçabilité pour les déchets suivants, pour lesquels la rupture n'est pas autorisée :

<ul style="list-style-type: none"> • 130802* : 7,38 t réceptionnées le 03/12/2024 (BSD-20240205-AGD0K49XX) • 080119* : 20 t réceptionnées le 12/12/2024 (BSD-20241212-170SG0DKC) • 080117* : 20 t réceptionnées le 31/12/2024 (BSD-20241209-1X2WFHEH7) • 070701* : 26,86 t réceptionnées le 08/01/2025 (BSD-20241226-TAWBHFW6J) <p>Il est donc, de nouveau, constaté le non-respect des dispositions de l'article 9.12.3 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 modifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit strictement respecter les obligations de son arrêté préfectoral en ce qui concerne la rupture de traçabilité des déchets.</p> <p>Il n'est pas proposé de liquidation partielle à ce stade, le délai de carence de 2 mois fixé par l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative à compter du 22 novembre 2024 n'étant pas échu, à la date d'extraction du 21 janvier 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Epandage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bilan d'épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p>« Article 5.1.8.2 - Conditions particulières d'épandage Programme prévisionnel, analyses et bilan [...]»</p> <p>2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les parcelles réceptrices ; • un bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ; • l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ; • les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ; • un suivi de l'effet de substitution apporté par les déchets sur l'utilisation d'engrais chimiques • la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. <p>Une copie du bilan est adressée au Préfet et aux exploitants agricoles pour les parcelles qui les concernent. [...] »</p> <p>Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</p>

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura transmis les bilans d'épandage depuis 2020.

Constats :

Lors de l'inspection du 31 mai 2024, il a été constaté le non-respect des dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000, modifié notamment le 25 avril 2018. L'arrêté préfectoral n°1122-24-20071 du 17 septembre 2024 prescrit une astreinte administrative de 1000 €/j, à compter d'un délai de carence de 2 mois, en cas de non-respect des dispositions précitées. L'arrêté a été notifié le 22 novembre 2024.

Par courriel du 4 octobre 2024, l'exploitant a transmis le bilan d'épandage pour 2022. L'exploitant a expliqué ne pas être en capacité de transmettre les bilans antérieurs.

Il ressort de l'examen du bilan d'épandage pour l'année 2022 que son contenu ne répond pas aux exigences requises. En effet, sont uniquement fournis la liste des parcelles qui ont fait l'objet d'un épandage, la date d'épandage, le volume de boues épandues et les cahiers de fertilisation associés. Il est noté qu'une seule campagne d'épandage est déclarée (printemps) et que le volume de boues déclaré épandues est tout juste égal au volume maximal autorisé de 600 m3.

Par courriel du 27 novembre 2024, l'exploitant a transmis le bilan d'épandage de 2023 et le prévisionnel pour 2024 (rapport ALTEOR Environnement de mars 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est considéré que l'exploitant a partiellement répondu aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024, seuls les deux derniers bilans ayant été communiqués et le bilan 2022 étant notoirement insuffisant. L'inspection des installations classées prend acte du fait que l'exploitant n'est pas en capacité de transmettre l'ensemble des bilans attendus. Les bilans disponibles ayant été transmis dans le délai de carence fixé par l'arrêté d'astreinte administrative, l'inspection propose qu'aucune suite ne soit donnée à cette astreinte administrative.

Toutefois, il est constaté l'absence de bilans d'épandage et l'insuffisance notoire du bilan d'épandage pour l'année 2022, ce qui constitue un non-respect de l'article 15 de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2024. **L'inspection des installations classées propose donc une amende administrative.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Conditions d'épandage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2023, article 5.1.8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Volume d'épandage

Prescription contrôlée :

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses matières de vidange non dangereuses sur les terres agricoles figurant sur le dossier d'épandage joint au dossier d'actualisation du plan d'épandage transmis le 18 octobre 2022, et dont la liste des parcelles cadastrales figure en annexe

<p>1 du présent arrêté.</p> <p>Les épandages non autorisés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>Toute modification du périmètre doit faire l'objet d'une étude préalable complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en œuvre de l'épandage dans les conditions envisagées. Cette modification d'étude préalable doit être transmise dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Elle ne pourra être mise en œuvre qu'après modification, actée par arrêté préfectoral complémentaire, de la liste des parcelles annexée au présent arrêté.</p> <p>Pour la capacité moyenne de traitement définie ci-avant, les quantités épandues ne dépassent pas 600 m³/an, contenant un maximum de 3,34 t/an d'azote total et 4,5 t/an de matière sèche. La surface totale d'épandage autorisée est de 105,88 hectares.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 27 novembre 2024, l'exploitant a transmis le bilan d'épandage de 2023 et le prévisionnel pour 2024 (rapport ALTEOR Environnement de mars 2024).</p> <p>Il ressort de l'examen du dernier bilan communiqué les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume autorisé pour l'épandage est largement dépassé en 2023 : 910 m³ pour un maximum de 600 m³ autorisé. Malgré ce dépassement en volume, les apports en azote et matière sèche respectent les valeurs limites fixées : cette situation constitue un non-respect des dispositions de l'article 5.1.8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 2000 modifié qui fixe le volume maximal à épandre à 600 m³/an ; - le prévisionnel pour 2024 prévoit 1 010 m³ de boues à épandre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'examen des bilans d'épandage transmis mettent en évidence des <u>non-respects des prescriptions applicables en matière d'épandage</u> (non-respect du volume maximal autorisé à épandre). Il est rappelé que l'exploitant doit strictement respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation, ou bien, le cas échéant en ce qui concerne le volume à épandre, solliciter une modification de son plan d'épandage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Conditions d'épandage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2018, article 5.1.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des boues</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Programme prévisionnel, analyses et bilan</u></p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi par la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • une caractérisation des déchets à épandre portant sur les quantités prévisionnelles, le rythme de production et la détermination de la valeur agronomique. Cette caractérisation

s'appuie sur les résultats des dernières mesures réalisées en application du point 3° du présent article ; [...]

Constats :

Par courriel du 27 novembre 2024, l'exploitant a transmis le bilan d'épandage de 2023 et le prévisionnel pour 2024 (rapport ALTEOR Environnement de mars 2024).

Il ressort de l'examen du dernier bilan communiqué les éléments suivants :

- aucune analyse des boues n'a été réalisée en février 2023 avant l'épandage de mars 2023 et une analyse a été réalisée en août 2023 avant épandage de septembre 2023 : cette situation constitue un non-respect des dispositions de l'article 5.1.8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 2000 modifié qui prévoit que les boues soient caractérisées avant chaque campagne d'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'examen des bilans d'épandage transmis met en évidence des non-respects des prescriptions applicables en matière d'épandage (défaut de caractérisation des boues). Il est rappelé que l'exploitant doit strictement respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Déchets autorisés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets autorisés

Prescription contrôlée :

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter dans un délai de 24h après la notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

- régulariser la situation administrative de son site, en arrêtant tout dépôt de déchets au sein des installations agricoles exploitées par monsieur Eric FLEURY, située au 1, chemin du Jonquet - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées ;
- respecter les dispositions de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2018 fixant la liste des déchets entrants autorisés sur le site de la plate-forme de transit/regroupement.

Cette prescription sera considérée respectée lorsque la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT aura justifié de l'arrêt de la collecte de matières de vidange de station d'épuration collective.

Constats :

Par courriel du 8 octobre 2024, l'exploitant a confirmé avoir procédé à l'enlèvement des boues

<p>chez l'agriculteur voisin et a transmis un bordereau de suivi de déchets traçant la réception de 30 tonnes de boues le 23 août 2024 par la station d'épuration d'Argentan.</p> <p>L'exploitant a présenté l'agenda du chauffeur attestant de la réalisation de cette opération.</p> <p>L'exploitant indique ne pas collecter de boues de station d'épuration collective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est considéré que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024. L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024</u></p> <p>La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé :</p> <p>« Article 9.1.2.1 - Registre de déchets entrants</p> <p><i>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au chapitre 2.6.</i></p> <p><i>Le registre des déchets entrants contient les informations prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</i></p> <p><i>L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.</i></p> <p><i>Dans le cas où l'exploitant s'est acquitté de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement, il n'a plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre des déchets entrants. Les données présentes dans le registre national des déchets lui demeurent accessibles, de façon à ce qu'il puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. »</i></p> <p>Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 a été notifié le 22 novembre 2024.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place un tableau informatique des déchets entrants (dangereux et non dangereux) sur la plate-forme d'Ecouché. Ce tableau est en place depuis le 1er janvier 2024 mais son renseignement est consolidé depuis seulement le 1er juin 2024. La saisie est manuelle à partir des bons de dépôtage et des BSD.</p> <p>Le registre des déchets entrants de la plate-forme a été examiné. Il ressort qu'il ne comprend pas</p>

<p>l'ensemble des exigences de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment les éléments concernant les points c) et d) relatifs respectivement à l'origine, la gestion et le transport des déchets et à l'opération de traitement effectuée par l'établissement.</p> <p>Pour les déchets sortants, l'exploitant a présenté le classeur rassemblant les bordereaux de suivi de déchets. L'exploitant envisage la mise en place d'un tableau informatisé. Il est rappelé que celui-ci doit comprendre l'ensemble des exigences de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets entrants sur la plate-forme et sortants de la plate-forme qui respecte strictement les exigences des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. A la date de l'inspection, cette non-conformité ne constitue pas un non-respect de l'arrêté de mise en demeure, le délai de régularisation de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 (notifié le 22 novembre 2024) étant toujours en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 10 : Registre des déchets transportés

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets transportés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024</u></p> <p>La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :</p> <p>Article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement :</p> <p>« Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.</p> <p>Ce registre contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant les dates de transit du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'enlèvement du déchet ; - la date de déchargement du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant le transport du déchet :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié. »

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté

Constats :

L'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 a été notifié le 22 novembre 2024.

L'exploitant indique avoir mis en place deux tableaux informatiques des déchets transportés par la société Visserias : l'un pour les déchets concernés par Trackdéchets et l'autre pour les déchets non concernés par Trackdéchets.

Le registre des déchets transportés a été examiné. Il ressort qu'il ne comprend pas l'ensemble des exigences de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment les éléments concernant les points d) et e) relatifs respectivement à l'origine et la gestion du déchet et à la destination du déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets transportés par la société Visserias

Assainissement qui respecte strictement les exigences de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. A la date de l'inspection, cette non-conformité ne constitue pas un non-respect de l'arrêté de mise en demeure, le délai de régularisation de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 (notifié le 22 novembre 2024) étant toujours en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Pesée des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Pesée des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024</p> <p>La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé :</p> <p>« Article 9.1.1 - Déchets entrants autorisés et contrôlés [...] L'établissement est équipé d'un moyen de pesée (pont bascule) ou une convention est établie avec un prestataire disposant d'un tel équipement, afin que chaque apport de déchets fasse l'objet d'un mesurage. Dans les 2 cas, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments permettant de justifier du bon étalonnage de l'instrument de pesée. Dans tous les cas, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de matières qu'il apporte. »</p> <p>Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir établi des conventions avec les sociétés Agrial et Appro Vert depuis septembre 2024. Des factures ont été présentées. Les déchets peuvent également être pesés sur les installations de la société Royer, qui n'a pas souhaité établir de convention. Il a été constaté par sondage que les tickets de pesée étaient agrafés avec les bons de dépotage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est considéré que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024. L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. L'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : TrackDéchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, TrackDéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024</u></p> <p>La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article R. 541-45 du code de l'environnement :</p> <p>« Article R. 541-45 du code de l'environnement</p> <p><i>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ",</i></p> <p><i>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] »</i></p> <p>Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la régularisation dans l'application TrackDéchets la situation des déchets collectés dans le cadre du bon de travaux 61-20427.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 a été notifié le 22 novembre 2024.</p> <p>Lors de l'inspection réalisée le 31 mai 2024, il avait été constaté qu'au bon de travaux n°61-20427 concernant une opération de collecte de déchets dangereux (boues provenant d'un séparateur à hydrocarbures (130507*)) à Bourguebus était associé un bordereau de matières de vidanges. Le registre des déchets entrants sur la plate-forme fait bien état de la réception de 3 m3 de boues provenant d'un séparateur à hydrocarbures (130507*) sous couvert de ce bon de travaux le 28 mai 2024. S'agissant de déchets dangereux, cette situation doit être régularisée dans Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant a justifié avoir pris contact avec la société VAS 3D en octobre afin que le BSD dans Trackdéchets soit créé après coup. L'exploitant a justifié avoir créé un nouveau bordereau le 27 novembre et avoir sollicité la signature auprès du producteur du déchet, sans succès.</p> <p>L'extraction faite le 22 janvier 2025, dans le cadre de la rédaction de ce rapport, à partir de l'application Trackdéchets pour l'année 2024 met en évidence que la situation concernant le déchet précité n'a pas été régularisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024. Pour autant, au vu des démarches engagées auprès du producteur de déchets, il est considéré que la société Visserais Assainissement a fait le nécessaire pour régulariser la situation. Par conséquent, il est considéré que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024. Par suite des</p>

sanctions administratives ne sont pas nécessaires. L'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2024 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

L'exploitant doit relancer la société VAS 3D, producteur du déchet, afin de régulariser cette situation.

Il est rappelé que le bordereau de suivi de déchets doit être créé avant toute intervention de collecte afin d'éviter le renouvellement de ce type de situation.

Type de suites proposées : Sans suite